Appel au Conseil de sécurité pour empêcher le Burundi de sombrer dans un conflit violent

UN News Centre, 17 juillet 2015 Burundi : des experts de l'ONU appellent le Conseil de sÃ©curitÃ© Ã agir pour prÃ©venir la violence Un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a exhortÃ© jeudi le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU Ã prendre des mesures immÃ©diates pour empÃªcher le Burundi de sombrer dans un conflit violent avant l'Ã©lection prÃ©sidentielle qui doit se dÃ©rouler le 21 juillet. Â« La communautÃ© internationale ne doit pas simplement rester lÃ Ã attendre que des atrocitÃ©s de masse soient commises et risquer ainsi un conflit majeur ayant une dimension rÃ©gionale avant de se dÃ©cider Ã agir Â», ont dÃ©clarÃ© ces experts, rappelant les cycles rÃ©pÃ©tÃ©s de violence au Burundi et dans rÃ©gion des Grands Lacs au cours de l'histoire rÃ©cente.

La situation actuelle au Burundi a dÃ©jÃ Ã©tÃ© marquÃ©e par des violations graves des droits de l'homme, ont-ils soulignÃ© Selon eux, Â« cela peut dÃ©gÃ©nÃ©rer en un conflit majeur avec la rÃ©pression et l'intimidation de la population, l'instrumentalisation de la police, la fermeture de mÃ©dias indÃ©pendants, et la dÃ©tention de dirigeants de l'opposition et de la sociÃ©tÃ© civile Â». Â« Nous assistons Ã©galement Ã des efforts pour exercer des pressions sur le pouvoir judiciaire, dont certains des membres les plus hauts placÃ©s ont fui le pays affirmant que leurs vies Ã©taient en danger Â», ont-ils ajoutÃ©. Selon les experts, l'absence de mÃ©dias indÃ©pendants et le climat de rÃ©pression et de peur ont entachÃ© les Ã©lections lÃ©gislatives et locales du 29 juin et marqueront Ã©galement l'Ã©lection prÃ©sidentielle pour laquelle le PrÃ©siden Pierre Nkurunziza est candidat Ã un troisiÃ¨me mandat. Le report de six jours de cette Ã©lection initialement prÃ©vue le 15 juillet ne change rien Ã cette situation, ont-ils estimÃ©. Les experts ont prÃ©venu que cette Ã©lection risque de gÃ©nÃ©rer u grande instabilitÃ© et des affrontements au Burundi, pouvant se propager dans la rÃ©gion. Ils ont rappelÃ© que Â« le Conseil de sÃ©curitÃ© a un rÃ´le unique en matiÃ¨re de paix et de sÃ©curitÃ© et de prÃ©vention des conflits dans le monde Â Il s'agit d'une crise qui est tout Ã fait Ã©vitable et dont tout le monde peut voir les risques. Ce qui manque c'est l'action Â», ont-ils insistÃ©. Le groupe d'experts comprend le Rapporteur spÃ©cial sur la promotion de la vÃ©ritÃ©, la justice, les rÃ©parations et les garanties de non-rÃ©pÃ©tition, Pablo de Greiff ; le Rapporteur spÃ©cial sur les exÃ©cutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires, Christof Heyns ; la Rapporteuse spÃ©ciale sur l'indÃ©pendance des juges et des avocats, Gabriela Knaul ; le Rapporteur spÃ©cial sur la situation des dÃ©fenseurs des droits de l'homme, Michel Forst ; le Rapporteur spÃ©cial sur la promotion et la protection de la libertÃ© d'opinion et d'expression, David Kaye ; le Rapporteur spÃ©cial sur les droits Ã la libertÃ© de rÃ©union pacifique et d'association, Maina Kiai ; et le PrÃ©sident du Groupe de travail sur la dÃ©tention arbitraire, Seong-Phil Hong.